

**Declaration de
MARCEL A. BOISARD**

**Sous-secrétaire général des Nations Unies,
Directeur Général de l'UNITAR,
A la Dixième Conférence des Parties à la Convention-Cadre
des Nations Unies sur les Changements Climatiques**

le 15 décembre 2004, à Buenos-Aires

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences,
Honorables délégués, Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Je suis heureux et honoré d'avoir la possibilité de m'exprimer brièvement, au nom de l'Institut de Nations Unies pour la formation et la Recherche (UNITAR).

A l'heure actuelle, l'UNITAR conduit près de 150 programmes, bénéficiant à près de 8.000 participants chaque année sur les cinq continents. Un tiers des ces activités touche à la gestion des affaires internationales et deux tiers concernent le développement économique et social dont une bonne part traite de la gestion de l'environnement.

Notre stratégie d'action s'appuie sur deux piliers, avec d'une part, l'établissement de réseaux avec le plus grand nombre possible d'institutions, à l'intérieur, et hors du système des Nations Unies et, d'autre part, avec l'évaluation des besoins de formation et de renforcement des capacités par les pays eux-mêmes.

Je voudrais, d'emblée, remercier la Secrétaire exécutive de la Convention - mon excellente collègue, Joke Waller-Hunter - et ses collaborateurs, pour la confiance et le soutien qu'ils ont apportés à l'UNITAR. Cette bonne intelligence dure depuis 1993 déjà.

L'objectif de l'UNITAR dans ce domaine est d'offrir un outil d'intervention rapide et efficace qui serve à appliquer les décisions de la Conférence des parties, y compris pour l'exécution de projets à la demande des agences de mise en oeuvre du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Nous travaillons pour, et avec les institutions des pays en développement, afin de mettre à profit les capacités endogènes et de stimuler les mécanismes existant aux niveaux régional, national et local, pour assurer la viabilité de ces programmes. Enfin, nous privilégions une approche intégrée qui allie deux préoccupations prioritaires, celle du développement et celle des changements climatiques.

La communauté internationale reconnaît que des mesures urgentes pour répondre aux besoins spécifiques de formation et de renforcement concret des capacités en matière de changements climatiques sont indispensables, en particulier pour les Pays les Moins Avancés (PMA) et les Petits Etats insulaires en développement qui sont dans une situation critique, car à la fois les plus démunis et les plus menacés.

Suite aux décisions prises par les deux dernières Conférences des Parties, l'UNITAR a contribué à organiser pour le Groupe d'Expert des PMA (le LEG) quatre ateliers régionaux destinés à tester des méthodes et des outils pour concrétiser les plans d'action nationaux d'adaptation. Ce travail a été effectué avec le LEG, grâce au financement du FEM à travers

le PNUD et l'appui scientifique et technique du PNUE. L'UNITAR a ensuite travaillé en coopération avec le LEG pour diffuser certains des résultats obtenus lors de ces ateliers, dont une publication officiellement remise par le président du LEG au président du Groupe des PMA lors de cette présente session. Ce travail en faveur - et avec les PMA - est, à notre avis, la démonstration exemplaire d'une bonne intelligence entre les experts nationaux, le Secrétariat de la Convention et les agences du FEM.

Simultanément, grâce à l'appui de plusieurs bailleurs de fonds, que je tiens à remercier officiellement (la Commission européenne, la France, l'Irlande et la Suisse) l'UNITAR participe activement à l'effort de renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans le pays en développement. Les programmes sont menés avec des outils, des méthodes et des ressources assurant la continuité, dans le long terme, des compétences et des qualifications tant locales que nationales, en étroite association avec de nombreux partenaires dans les pays en développement. Cette approche fut systématiquement mise oeuvre en 2004 dans trois centres d'excellence, au Cap, à Dakar et à Colombo. Un partenariat élargi avec des institutions des pays industrialisés est également recherché afin d'accroître l'efficacité de ces efforts et un réseau "en ligne" permet d'intensifier les échanges d'informations entre les partenaires et donc de travailler plus efficacement.

Nous envisageons de continuer et d'étendre géographiquement ces activités qui s'inscrivent dans l'esprit de la décision 2/CP7.

Pour conclure, l'UNITAR s'engage à maintenir sa politique transparente d'échange et de coopération. Nous travaillons au service des pays, comme opérateurs de projets à la demande des agences des Nations Unies et, à travers elles, le FEM, mécanisme de financement de la Convention ainsi que des agences bilatérales de coopération pour le développement. Nous entendons jouer notre rôle au service des Etats membres conformément au mandat qui nous a été attribué par les Nations Unies.

J'apprécie pleinement l'occasion qui m'a été offerte de vous informer des récents développements du programme de l'UNITAR pour aider à la mise en œuvre de la Convention-Cadre sur le Changement Climatique et de du Protocole de Kyoto.

Je vous remercie de votre attention.